

par sa politique et ses attitudes, est directement responsable de l'augmentation du chômage.

J'ai énuméré quelques causes de chômage tout à l'heure, mais je tiens à les répéter, puisque le gouvernement semble sourd aux avertissements et aux renseignements qui lui viennent de toutes parts à cet égard. Les restrictions de crédit, les taux d'intérêt élevés, la rareté de capitaux créée par la publication du Livre blanc, les recommandations de ce même Livre blanc, les grèves que, malheureusement, on ne peut éviter, à cause des pressions exercées sur les industriels, l'exode des capitaux étrangers, puisqu'on n'a plus confiance dans l'administration canadienne actuelle, le ralentissement dans le domaine de la construction, la taxe de 11 p. 100 sur les matériaux de construction et les attitudes irréalistes et irréfléchies du gouvernement central, son acharnement à ne pas reconnaître l'erreur de sa politique économique, constituent autant de causes de chômage.

Monsieur l'Orateur, près de 95 p. 100 des citoyens de ma circonscription sont des ouvriers. Je ressens, comme plusieurs de mes collègues qui représentent des circonscriptions identiques, cette plaie du chômage qui touche des milliers de foyers canadiens. Je suis particulièrement affecté par l'impasse économique dans laquelle le gouvernement a plongé les contribuables et les travailleurs canadiens. Chaque jour, je ressens plus particulièrement la gravité de ce fléau quand j'entre en contact avec mes concitoyens et reçois les plaintes de plusieurs milliers d'entre eux à ce sujet.

Certains pères de famille me supplient de faciliter leurs démarches. Malgré celles que je tente de faire auprès de certaines autorités et de certaines entreprises, il m'est impossible de trouver des débouchés pour la main-d'œuvre disponible.

On donne plusieurs prétextes pour justifier un refus, notamment que la personne en chômage a dépassé l'âge de 40 ans. On prétextera, dans d'autres circonstances, le manque d'instruction du chômeur ou le fait qu'il est physiquement handicapé, ou que sais-je encore. Mais la vraie cause du problème, c'est qu'on ne crée aucun débouché pour la main-d'œuvre et que plusieurs établissements industriels doivent fermer leurs portes à cause de la politique actuelle du gouvernement libéral.

Monsieur l'Orateur, lors des dernières élections, soit en juin 1968, nous avons lu un document fort intéressant intitulé «La société juste». Or, j'ai lu dans ce document, déjà oublié par le gouvernement libéral, certaines phrases sur lesquelles il conviendrait vraiment de réfléchir. Je vais citer notamment un des paragraphes de ce document historique. J'ai en main ce dépliant. Au paragraphe

A, intitulé «La société juste», flanqué de la photo de notre premier ministre «dans le vent», on peut lire la phrase suivante sur l'individu. Il s'agit d'une longue déclaration de principe, dont le chef du ministère des Finances a voulu faire son *vade mecum*. J'en cite une phrase et j'invite l'honorable ministre des Finances à y réfléchir mûrement. Il y est dit, et je cite:

La Société juste, c'est l'objectif prioritaire du gouvernement libéral.

Monsieur l'Orateur, comment le gouvernement actuel peut-il parler d'une «société juste», si la priorité du gouvernement n'est pas accordée à l'individu, mais plutôt aux exigences capricieuses d'un ministre des Finances qui a imposé à la population canadienne son orgueil plutôt qu'une politique réaliste adaptée aux besoins du jour.

L'objectif prioritaire actuel, c'est l'élimination du chômage, tâche à laquelle doit se consacrer le gouvernement actuel, s'il entend vraiment appliquer sa devise de la «société juste».

On peut également citer d'autres extraits de ce document tous aussi intéressants les uns que les autres, mais combien décevants pour la population qui a cru à ce manifeste. Sous le même titre de «La société juste», on peut lire au paragraphe E, et je cite:

Un meilleur gouvernement.

Nous voulons faire du gouvernement un organisme qui s'occupe activement des véritables problèmes de la population.

Voilà les propos que tenait le premier ministre avant les élections, et j'imagine qu'ils avaient été approuvés par le ministre des Finances et ses collègues.

Monsieur l'Orateur, quel est le véritable problème qui se pose actuellement au Canada? Quelles priorités le gouvernement doit-il établir s'il entend vraiment s'attaquer au problème du jour, soit le chômage? Que veulent dire ces vœux pieux, si le gouvernement persiste à se fermer les yeux et à tourner le dos à cette situation désastreuse? Et comment espérer que le peuple puisse voir des jours meilleurs dans un avenir prochain?

Monsieur l'Orateur, ce dépliant fourmille de citations semblables. Je voudrais citer un autre article de ce dépliant intitulé «La Société juste», qui a permis aux députés ministériels d'accéder au pouvoir. Au paragraphe A de la rubrique «Une économie prospère», on peut lire ce qui suit:

Gestion plus efficace. Le gouvernement fédéral est le premier responsable de la croissance économique du pays.

Voilà donc encore une déclaration de principe faite au peuple par le parti libéral il y a à peine deux ans, laissant entendre à la popu-